

# RÉALISATIONS, SUCCESS STORIES, IMPACTS



*Pont de N'Golonina, piste de N'Tjikouna-N'Golonina, commune de Finkolo-Ganadougou, cercle de Sikasso. Financement DDC. Juillet 2010*

Capitalisation de l'expérience d'appui de la DDC à l'Assemblée Régionale de Sikasso 2002 - 2010



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

**Direction du développement  
et de la coopération DDC**





*Séance de formation sur les maladies liées aux aliments. Programme Santé Développement Social (PSDS). Financement DDC. Sikasso, 2010*

INTRODUCTION .....	5
I. EMERGENCE DE L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE EN TANT QU'ACTEUR CRÉDIBLE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL .....	5
1.1. Compétences techniques .....	7
1.2. Choix d'orientations stratégiques reconnus .....	7
1.3. Dynamisme et collaboration entre les différents acteurs du développement au niveau local .....	8
1.4. Visibilité de l'Assemblée régionale en tant qu'acteur crédible .....	9
II. RÉSULTATS AU NIVEAU DE LA RÉGION : ACTIONS, INVESTISSEMENTS, IMPACTS .....	11
2.1. Développement économique régional .....	13
2.1.1. Appui à l'émergence d'associations socioprofessionnelles .....	13
2.1.2. Investissements structurels en lien avec le développement économique régional .....	15
2.1.3. Promotion d'entreprises privées dans le domaine de l'agroalimentaire .....	17
2.2. Education et formation professionnelle .....	19
2.3. Santé et développement social .....	20
 <b>Liste des portraits</b>	
Portrait 1: Kokozié Traoré, Président de l'ARS (2004-2009) .....	6
Portrait 2 : Moctar Fofana, Chef d'entreprise, président de l'interprofession mangue à Sikasso .....	12
Portrait 3 : Karim Bolozogola, Agriculteur, président de SICAV .....	14
Portrait 4 : Salia Togola, Chef d'entreprise .....	16
Portrait 5 : Mme Diallo Hadizatou Maiga, Chef d'entreprise .....	18
 <b>Liste des encadrés</b>	
Encadré 1: La Cellule d'appui technique .....	8
Encadré 2 : Regards d'autres intervenants .....	9
Encadré 3 : Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Economique Régional .....	10
Encadré 4 : Projet d'Appui à la Consolidation de la Décentralisation au Mali (PACDM) .....	10
Encadré 5 : Le Centre de formation de Zamblara .....	19
Encadré 6 : Le Centre de santé de Sanoubougou II .....	20
Encadré 7 : Indicateurs socio-sanitaires .....	21
 <b>Liste des tableaux</b>	
Tableau1 : Liste des promoteurs des 10 petites et moyennes entreprises appuyées .....	17
BIBLIOGRAPHIE .....	22



*Plaine aménagée de Loulouni, commune de Loulouni, cercle de Kadiolo. Financement Budget Spécial d'Investissement (BSI)/ANICT. Juin 2010*

« Les mangues poussent dans notre région en abondance. Nous sommes en train de construire des voies d'accès, d'aménager des entrepôts et d'établir des points de vente pour que ces fruits délicieux arrivent sur le marché. » dixit Kokozié Traoré, ancien Président de l'Assemblée Régionale de Sikasso, pour expliquer la politique des petits pas qui conduisent au progrès.

En l'espace de quelques années, l'Assemblée Régionale est devenue un poste de commande qui ajuste les prestations des ministères aux besoins de la population, en se fondant sur le programme de développement économique, social et culturel de la région. La production et la commercialisation ont été mises en place non seulement pour les mangues mais aussi pour les pommes de terre ; les opportunités sont

en train d'être évaluées pour le maïs et la viande. La collaboration avec les cercles et les communes permet d'apporter des améliorations au niveau des écoles et des soins médicaux. Et quand la population prend une initiative, elle peut compter sur le soutien de l'Assemblée Régionale.

Ce deuxième livret consacre les résultats, réussites et effets obtenus dans le cadre du partenariat DDC-ARS. Ils seront décrits à deux niveaux : d'une part pour montrer comment l'appui de la DDC a permis l'émergence de l'Assemblée régionale comme un acteur crédible du développement régional reconnu aussi bien au niveau régional que national. D'autre part, il s'agira de montrer comment les appuis à cette émergence ont contribué au développement de la région.



Plateforme d'échange des acteurs de la filière mangue. Sikasso 2006

## I. EMERGENCE DE L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE EN TANT QU'ACTEUR CRÉDIBLE ET RECONNU DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

La crédibilité et la reconnaissance de l'Assemblée régionale en qualité d'acteur du développement régional résultent de quatre facteurs :

- la compétence technique qui s'est développée au sein de l'Assemblée régionale ;
- les choix d'orientations stratégiques qui sont reconnus par la plupart des acteurs régionaux et nationaux ;

- les actions et investissements qui ont donné corps à ces orientations ;
- le dynamisme et la collaboration que l'Assemblée a su insuffler entre les différents acteurs du développement au niveau local.



## Portrait 1

Kokozié Traoré : « *Tout est possible !* »

Président de l'ARS  
(2004-2009)

Né en août 1963 à Koloni, Kokozié Traoré fait ses études primaires (1971-1980) dans le cercle Koutiala. Il passe son baccalauréat en 1984 (Bamako) et part pour l'Académie Vétérinaire de Moscou d'où il sort en 1991 muni d'un Master of Science (Profession Dr Vétérinaire). « L'enfant du pays » rentre alors au bercail.

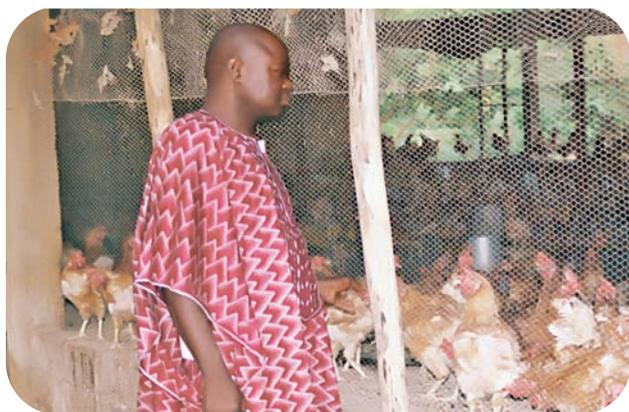
En 1999, à la faveur des premières élections communales, il est élu conseiller municipal, puis conseiller de cercle et enfin 1er vice-président de l'Assemblée Régionale de Sikasso.

Fort de ses compétences et de sa connaissance des acteurs locaux, Kokozié Traoré s'investit alors dans le pilotage de l'élaboration du programme de développement de la région et la recherche de partenaires pour accompagner l'ARS.

En 2004, à la faveur de la 2ème mandature, il est élu Président de l'Assemblée Régionale de Sikasso pour une durée de 5 ans. Sous sa houlette, l'Assemblée Régionale de Sikasso devient une vitrine pour les autres collectivités et de la réussite au niveau local de la coopération au développement au Mali.

Il verrait bien, à l'avenir, une plus grande coordination des interventions entre l'ARS et les autres niveaux de collectivités : cercles et communes.

De ce beau parcours politique, celui qui est toujours conseiller communal et qui croit au rôle moteur du secteur privé dans le développement de sa région, relève également des acquis personnels : le sens de l'écoute, des capacités de conception, de management et de plaidoyer renforcées, un riche carnet d'adresses...



L'ancien vétérinaire ambulant (1992-1995) et gérant d'une officine vétérinaire privée (1995-1999), devenu également aviculteur (2001), a désormais créé sa propre pharmacie vétérinaire dénommée SIKAVET (2009).



Il a été décoré Chevalier de l'Ordre du Mérite Agricole du Mali en 2010. Parmi ses très nombreux visiteurs, beaucoup lui confient qu'ils rêvent du même parcours.

## 1.1. Compétences techniques

L'Assemblée régionale a très vite pu compter sur des appuis techniques compétents pour l'aider dans ses démarches d'études, de diagnostics et de planifications. L'aide technique apportée durant les premières années par la DDC, les ONG suisses (Helvetas, Intercoopération et Swisscontact)

et divers consultants, a été ainsi déterminante pour poser les bases d'une judicieuse planification du développement régional.



*Réunion d'élaboration du plan d'action (2009-2013) de la filière bétail-viande. Sikasso 2008*



*Consertation avec les services techniques déconcentrés (STD). Sikasso 2009*

Par la suite, l'appui de la DDC à la mise sur pied de la Cellule technique a permis à l'Assemblée régionale de compter directement sur elle-même pour élaborer sa planification et mettre en œuvre les différentes politiques choisies par ses élus. Plusieurs acteurs aussi bien à un niveau régional qu'à un niveau national, ont souligné combien il avait été

judicieux d'avoir très rapidement créé et renforcé l'appui technique au sein même de l'Assemblée. Aujourd'hui les autres assemblées régionales ont toutes un plan de dotation en services techniques.

## 1.2. Choix d'orientations stratégiques reconnus

La « Politique de promotion des filières agro-pastorales de la région de Sikasso » comme la « Stratégie de développement rural » ont permis à l'Assemblée de travailler en premier lieu sur le développement économique de la région. Ce choix stratégique a été salué par tous les acteurs du développement, aussi bien régionaux que nationaux.

L'élaboration, plus récente, du « Schéma directeur régional de la formation professionnelle et technique » et celle de la « politique régionale de santé et développement social » sont venues conforter et compléter l'intervention de la région en matière de développement économique.

## Encadré 1 : La Cellule d'Appui Technique

La définition et la mise en œuvre des politiques régionales nécessitent que l'Assemblée Régionale de Sikasso renforce ses capacités techniques (de formulation, de conception et de dialogue. D'où la création en 2006 de la cellule d'appui technique, pour assurer notamment : 1) l'interface entre l'ARS et les services techniques de l'Etat, 2) l'appui-conseil au Bureau et aux commissions de travail de l'ARS ; 3) la production de documents d'analyse et de notes techniques et thématiques, 4) la formulation des projets ; 5) la capitalisation et la diffusion des acquis ; 6) l'animation des cadres de concertation. La Cellule d'appui technique comprend actuellement quatre (4) Chargés thématiques et un Coordinateur.



Nouhoum Mallé,  
Chef de la Cellule

**Nouhoum Mallé :** ingénieur agroéconomiste, diplômé de l'Ecole Nationale d'Agriculture de Meknes - Maroc (2003, DEA en économie rurale), Chef de la Cellule d'Appui Technique (CTA) depuis 2009.

**Abdourhamane Diallo :** ingénieur agronome tropical, diplômé de l'Ecole de Médecine Vétérinaire Tropicale (CIRAD-EMVT), France (2004, DESS productions animales), membre depuis 2008 de la CTA en qualité de Conseiller Technique, Chargé du Développement Economique



Abdourhamane M. Diallo,  
Chargé du Développement  
Economique

## 1.3. Dynamisme et collaboration entre les différents acteurs au niveau local

Parallèlement à la mise en route de ses services techniques propres, l'Assemblée régionale a vite su apprécier la nécessité d'établir une collaboration dynamique avec les services déconcentrés et le gouvernement qui assure sa tutelle.

Ainsi, aussi bien par exemple la Direction du Génie Rural, que la Direction de l'Agriculture et le Trésor à Sikasso se sont mis au service de l'Assemblée et collaborent très régulièrement avec la cellule technique de celle-ci.



Concertations inter-paysannes sur la privatisation de la Compagnie Malienne des Textiles (CMDT). Sikasso 2009

Une indication de cette confiance qui s'est établie : alors que normalement tout contact entre l'Assemblée et un service déconcentré de l'Etat devrait passer par le Gouvernorat, à Sikasso les membres de la cellule technique ont maintenant la possibilité de contacter directement leurs homologues des services déconcentrés, ce qui accélère les procédures et les rend plus efficaces.

La collaboration s'est mise en place également avec les

ONG locales, les associations socioprofessionnelles ainsi qu'avec les autres bailleurs de fonds.

Ce dynamisme dans les échanges et les collaborations de toutes sortes au niveau local est évidemment un facteur d'affirmation de l'Assemblée régionale comme animateur de développement et comme organe de mise en cohérence des différentes interventions dans la région.



*Aménagement de la plaine de M'Pessoba, commune de M'Pessoba, cercle Koutiala. 2010*



*Boutiques construites au marché de Darsalam I, Koutiala. 2009*

## 1.4. Visibilité de l'Assemblée régionale en tant qu'acteur crédible

Il était important et pour l'Assemblée Régionale et pour la DDC que l'impact de leur partenariat soit visible non seulement aux niveaux local et régional, mais aussi au niveau national de façon à montrer une voie possible dans le processus de décentralisation en cours.

Cet objectif est atteint dans la mesure où aussi bien le gouvernement du Mali que les autres bailleurs de fonds voient dans le soutien de la DDC et les résultats obtenus par l'Assemblée régionale une grande source d'inspiration et une œuvre pionnière.

### **Encadré 2 : Regards d'autres intervenants**

**Christophe Casas, Chargé de la Décentralisation et Réforme de l'Etat à l'Union Européenne au Mali :** «La Coopération Suisse a ouvert des chantiers très novateurs et qui sont des exemples pour les autres régions. Je citerais par exemple le renforcement du secteur privé et l'appui aux associations socioprofessionnelles».

**Adama Sissouma, Directeur de la Direction Nationale des Collectivités Territoriales (DNCT) :** «L'appui de la DDC à l'Assemblée régionale de Sikasso est une grande source d'inspiration: cela nous a donné des idées sur le contenu d'une politique économique régionale, sur le renforcement de la cellule technique, sur l'intégration de la population aux décisions et sur l'idée générale que la région ne doit pas 'faire' mais 'faire faire' ».

Sont ainsi particulièrement mis en exergue : le concept de développement économique régional (comme par exemple l'appui aux filières), la concertation avec tous les acteurs locaux et bien entendu l'appui à la cellule technique de l'Assemblée citée généralement comme un modèle du genre.

Deux exemples de dissémination au niveau national de ce qui se fait à Sikasso : la politique de développement régional a été reprise dans ses grandes lignes dans

le « Programme National d'Appui aux Collectivités Territoriales, phase 3, 2010-2014 » et le gouvernement appuie, grâce au soutien financier de l'Union Européenne et de la Banque Africaine de Développement, les Assemblées régionales du Mali à se doter chacune d'une cellule technique ressemblant fortement à celle de Sikasso. Il a également financé sur les ressources issues de la privatisation de la SOTELMA (Société des Télécommunications du Mali) des infrastructures d'intérêt régional.



*Ouvrage du bas-fond de Gongasso, commune de Gongasso, cercle de Sikasso. Financement fonds SOTELMA. Juin 2012*



*Pont de Yorosso, commune de Yorosso, cercle de Yorosso. Financement fonds SOTELMA. Juin 2012*

Autre gain de crédibilité de l'Assemblée régionale de Sikasso, depuis plusieurs années, l'Agence Française du Développement et la Banque Africaine de Développement

participent, au côté de la DDC, au financement d'une partie de son budget.

### **Encadré 3 : Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PADDER)**

*Financé en octobre 2007 par le Fonds Africain de Développement, le PADDER a pour objectif global de soutenir le Mali dans la régionalisation de sa stratégie de croissance économique en vue de la réduction de la pauvreté. Spécifiquement, il s'agit de : (i) promouvoir un environnement institutionnel, organisationnel et de bonne gouvernance territoriale favorable au développement économique régional à travers le renforcement du partenariat public/privé/société civile régional; (ii) relancer les activités économiques en région à travers le renforcement de l'intercollectivité économique et des capacités institutionnelles, techniques et financières de tous les acteurs intervenant au niveau régional. Le projet couvre les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti (les trois régions du Nord -(Tombouctou, Gao et Kidal- bénéficiant de l'appui du projet ADERE- Nord financé par l'Union Européenne. La maîtrise d'ouvrage du projet est assurée par le Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales (MATCL).*

### **Encadré 4 : le Projet d'Appui à la Consolidation de la Décentralisation au Mali (PACDM)**

*Financé en 2006 par l'AFD à hauteur de 5,5 millions d'euros, s'inscrit dans la phase II du PNACT. Il a pour objectif de contribuer à consolider le processus de décentralisation en développant les capacités et activités des collectivités territoriales dans le domaine du développement économique et durable. Il prend en charge, entre autres, un fonds d'investissement pour les collectivités territoriales de la 3<sup>ème</sup> région et des appuis à l'Assemblée Régionale de Sikasso pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique régionale de développement et d'aménagement du territoire. Sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales (MATCL), le projet est mis en œuvre par la DNCT pour la définition des appuis techniques aux collectivités, par l'ANICT pour la mise en place des financements de ces appuis techniques et des investissements des collectivités et par l'Assemblée Régionale de Sikasso pour les actions qui la concernent.*



*Pont de Seyna-Niamazana, commune de Koumankou  
cercle de Sikasso. Financement AFD. Juin 2012*



*Radier surélevé de Galadié, commune de Finkolo-Ganadougou,  
cercle de Sikasso. Financement AFD. Juin 2012*

## II. RÉSULTATS AU NIVEAU DE LA RÉGION : ACTIONS, INVESTISSEMENTS, IMPACTS

Depuis 2002, avec l'appui de la DDC, l'Assemblée régionale de Sikasso a réalisé différents projets et investissements dans la région. Ces différentes réalisations ont également été pour l'Assemblée régionale, encore jeune,

un apprentissage, en grandeur réelle, de la mise en action de ses politiques de développement local.



*Plaine rizicole de Loulouni, commune de Loulouni cercle de Kadiolo. Financement DDC. Juin 2012*





Il préside le comité de pilotage de la filière mangue dans la région de Sikasso (2003-2004), puis est élu en 2010 président du comité régional de l'interprofession de la filière mangue dans la région de



Monsieur Fofana se rappelle : « Tout avait commencé avec Jèkasy en 2003. Nous avons organisé une table ronde sur la filière mangue et son organisation au niveau de la région. Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations, un comité de suivi régional a été créé. Il regroupait tous les acteurs de la filière et l'ARS. Ensuite nous avons travaillé sur la mise en place d'une interprofession au niveau régional puis au niveau national. Nous avons ainsi à travers l'ARS pu mobiliser l'appui de la DDC pour renforcer nos capacités : aires

## Portrait 2

Moctar Fofana :  
Chef d'entreprise

« Faire des acteurs économiques locaux  
des interlocuteurs crédibles »

Moctar Fofana est né le 16 Août 1959 à Sikasso. Marié et père de 4 enfants. A partir de 1983, diplômé en Gestion et Marketing appliqué, il se professionnalise dans l'industrie agroalimentaire : études prospectives, management d'entreprises et représentation de groupes agroindustriels.

Parallèlement, il se forme à la logistique, au développement des exportations, au contrôle de qualité, etc. En 1997, Il crée la société Agrumes et Oléagineux du Mali.

Sikasso, et en 2011 président de l'interprofession de la filière mangue du Mali.



de stockage, formation, communication, etc. » Pour lui, les axes d'accompagnement pour le futur ont pour nom : l'amélioration qualitative et quantitative de la production, des infrastructures pour les adapter aux conditions d'exportation, et des revenus des producteurs.

## 2.1. Développement économique régional

Outre l'élaboration participative et l'adoption de la « Politique de promotion des filières agro-sylvo-pastorales de la région de Sikasso » puis de la « Stratégie de développement rural », l'Assemblée régionale a réalisé dans ce domaine principalement trois types de projets : des appuis

à l'émergence d'associations socioprofessionnelles par filières, des investissements structurels liés au développement économique des filières et une promotion des petites et moyennes entreprises privées dans le domaine de l'agroalimentaire.

### 2.1.1. Appui à l'émergence d'associations socioprofessionnelles

L'appui aux associations socioprofessionnelles par filière a pour but de renforcer leur légitimité auprès des acteurs à la base et leur crédit dans le dialogue politique. L'effet qui est recherché est une amélioration des capacités locales de gestion de l'action collective en permettant aux associations soutenues de délivrer des services à ses membres selon leurs besoins et leurs priorités mais aussi de défendre leurs intérêts au niveau national.

Les associations socioprofessionnelles se regroupent aussi fréquemment en fédération au niveau régional et national.

Les filières qui ont été appuyées en priorité sont :

1) la filière mangue, 2) la filière pomme de terre et 3) les filières maïs et bétail/viande. Pour la filière mangue, l'Assemblée régionale, avec l'aide du programme Jèkasy, a mis sur pied en 2004 un « comité de pilotage mangue » regroupant l'ensemble des acteurs de la filière mangue. C'est ce comité qui a proposé les différents investissements structurels que l'Assemblée a réalisés. Ainsi de 2003 à 2010, la production dans la région est passée de 6000 tonnes à 15000 tonnes. Elle a engendré en 2010 un chiffre d'affaires de 7 milliards de FCFA contre moins d'1 milliard en 2003.



*Aire de vente de mangue*

Pour la filière pomme de terre, une organisation faîtière dénommée « Société d'intérêt collectif agricole » (SICA) et regroupant les différentes coopératives de base, a été créée en 2006.

La production est passée de 14000 tonnes en 2007 à 18000 tonnes en 2010 grâce à l'augmentation des superficies et à l'amélioration notable des techniques de production.



*Recolte de pomme de terre. Sikasso. Juillet 2006*



### Portrait 3

Karim Bolozogola  
Agriculteur

Karim Bolozogola est marié et père de huit enfants. Né en 1967 à Niatama, il passe ses études de base à Dogoni, puis à Kignan. Puis il rentre en 1984 au lycée de Sikasso qu'il se résout à quitter en classe de terminale pour se consacrer à la culture de la pomme de terre.

Il se professionnalise en se formant aux techniques de production, conservation et commercialisation, à la gestion coopérative et financière, à la notion de chaîne de valeur, au lobbying-plaidoyer, au leadership, etc. il est élu en 2006 président de la société d'intérêt collectif agricole (SICA). Il est depuis 2009 président du groupement interprofessionnel de la pomme de terre du Mali (GIPT-MALI).

#### La Société d'intérêt collectif agricole (SICA)

SICA est une union de coopératives de producteurs de pomme de terre. Créée en février 2006, elle regroupe aujourd'hui 40 sociétés coopératives de base avec plus de 1200 exploitations agricoles,

faisant vivre plus de 10 000 ménages ruraux.

Son siège est à Sikasso : Tel: 00223 66 78 95 43 / 75 03 26 05,  
Email: sicakenedugujekabaara@yahoo.fr



*Champ de pomme de terre. Janvier 2012*



*Recolte de pomme de terre. Juillet 2006*

#### Le Groupement Interprofessionnel de la Pomme de terre du Mali (GIPT-MALI)

GIPT-MALI a été créé les 13 et 14 juillet 2009. Il a une missions de promotion, de représentation, d'information et de défendre les intérêts collectifs de la filière auprès des instances nationales, régio-

nales et internationales publiques ou privées intervenants dans la production et la commercialisation de la pomme de terre.

Enfin, pour les filières maïs et bétail/viande, des concertations ont eu lieu en 2008 avec les producteurs au niveau de chaque cercle et ont permis de dégager les contraintes

de ces filières et de proposer des solutions sous la forme d'un plan d'action.

### 2.1.2. Investissements structurels en lien avec le développement économique régional

Les investissements concernant la filière mangue étaient directement en lien avec les contraintes suivantes : difficultés de stockage et de vente à l'exportation, enclavement de certaines zones de production.

Avec l'aide du programme Jèkasy, six bassins de production de mangues ont été identifiés. Un travail de structuration des acteurs ainsi que des formations en technique de production et en approche commerciale ont été réalisés. Puis une première aire de stockage, de triage et de vente des

mangues a été construite dans la commune rurale de Mandela en 2007.

Les années suivantes, 5 autres aires de vente ont été construites dans les communes rurales de Zégoua, Loulouni, Hèrèmakono, Farakala et Finkolo-Ganadougou. Elles sont chacune composée d'un bâtiment principal (magasin), d'un puits, d'un bloc de deux latrines et d'un point de lavage des mangues. Elles ont été bâties chacune sur une superficie d'un hectare offert par la mairie des communes bénéficiaires.



Afin de désenclaver certaines zones de production des mangues, deux pistes rurales ont été totalement réhabilitées par l'Assemblée régionale avec une quote part de la population. Il s'agit de la piste rurale Zégoua-Fanidiama dans le cercle de Kadiolo (9 km avec différents ouvrages d'art) et la

piste rurale N'Tjikuna-Gladié-N'Golonina dans la commune de Finkolo-Ganadougou dans le cercle de Sikasso (15,4 km avec deux ouvrages d'art).





## Portrait 4

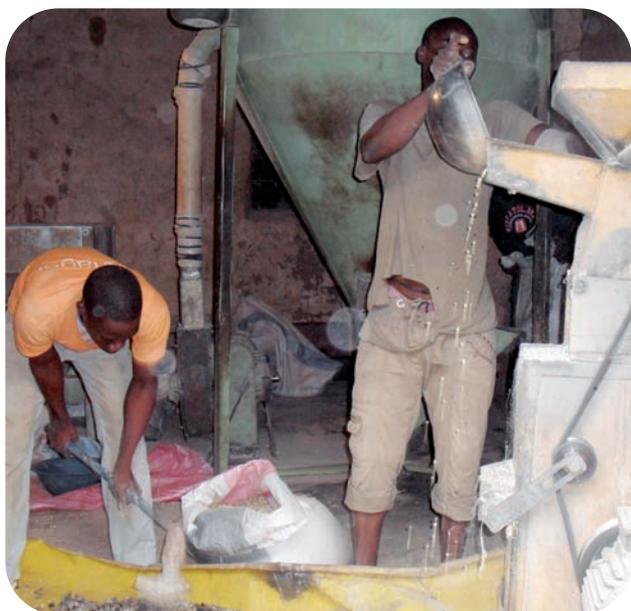
Salia Togola :  
Chef d'entreprise

« Nous avons besoin d'une bonne politique régionale de développement du secteur de la transformation agricole »

Ingénieur d'élevage, Salia Togola est marié et père de... Né en 1963 à N'golotiorila (cercle de Sikasso), il fait ses études de base à Niéna, puis son lycée à Sikasso. Diplômé en 1990 de l'Institut Polytechnique Rural (IPR) de Katibougou, il entame son parcours professionnel par la capitale (Bamako) où il est chargé pendant cinq ans (1990-1994) du suivi des parcs bovins urbains et périurbains.

En 1995, Il retourne au bercaïl et devient conseiller technique de la coopérative des aviculteurs de Sikasso jusqu'en 1997. Fort alors de son expérience et du constat de l'inexistence sur le marché d'ali-

ments composés améliorés, il crée cette même année 1997 sa propre entreprise : « Kéné Aliments volaille ».



*Fabrique d'aliments volaille*

Parallèlement, le jeune promoteur va continuer à assurer le suivi sanitaire des élevages laitiers du bassin laitier de Sikasso et la formation des vétérinaires privés de Sikasso, Mopti et Kayes. Salia Togola milite au sein de plusieurs organisations socioprofessionnelles. Il est notamment président de l'union régionale des coopératives de la filière agricole de Sikasso et secrétaire à l'approvisionnement de la fédération des intervenants de la filière avicole du Mali



*Ferme (volaille)*

(FIFAM). Monsieur Togola appelle de tous ses vœux une politique de développement du secteur de la transformation agricole pour créer de la valeur ajoutée, un financement adapté de cette politique et d'un cadre de partenariat et de suivi entre l'ARS et les acteurs économiques de la région.

Enfin, entre 2004 et 2010, onze différents aménagements hydro agricoles (bas fonds) ont été réalisés par l'Assemblée dans les sept cercles de la région afin de promouvoir les activités de riziculture, de maraîchage, de pêche et d'abreu-

vement des animaux. Notons cependant que ces aménagements hydro agricoles ont tous été financés par le Gouvernement du Mali.



Il est encore tôt de se prononcer sur l'impact de ces belles réalisations hydro agricoles de l'Assemblée régionale. Mais on peut déjà en noter un, à savoir la formation et l'apprentissage de la cellule technique de l'Assemblée quant aux conditions de réussite des investissements structurants.

L'Assemblée Régionale est maintenant plus consciente que l'animation et l'organisation des bénéficiaires avant et après un investissement sont capitales pour assurer l'utilisation à long terme des investissements.

### 2.1.3. Promotion de petites et moyennes entreprises privées dans le domaine de l'agroalimentaire

Elle s'est faite à travers le projet « 3P » (Promotion des petites entreprises personnelles) dont l'objectif est de promouvoir les productions locales par la transformation/conservation et la commercialisation.

Ainsi dix petites et moyennes entreprises actives dans ces domaines ont été appuyées sous la forme de prêts bancaires, prêts eux-mêmes garantis par un fonds mis à disposition de la banque par la DDC.

Tableau 1 : liste de promoteurs des 10 petites et moyennes entreprises appuyées.

N°	Prénoms et Noms	Domaines d'intervention	Zones
1	Salia TOGOLA	Production d'aliments bétail et volaille	Sikasso
2	Salimata DEMBELE	Minoterie de maïs	Koutiala
3	Sidi GNISSAMA	Embouche bovine	Sikasso
4	Alidiata BAMBA	Transformation de fruits et céréales	Sikasso
5	Boubakary KANTE	Ferme fruitière	Selingué

N°	Prénoms et Noms	Domaines d'intervention	Zones
6	Mariam OUATTARA	Transformation de fruits	Bougouni
7	Daouda TRAORE	Transformation de noix d'acajou	Sikasso
8	Abiba KONATE	Transformation de manioc	Bougouni
9	Bourama KONE	Transformation de noix d'acajou	Finkolo-Gana.
10	Youssef MAÏGA	Transformation de beurre de Karité	Sikasso



## Portrait 5

Mme Diallo H. Maiga,  
Chef d'entreprise  
Présidente d'ANIA

« Vivement un fonds d'appui  
aux entreprises portées par les  
femmes »

Mme Diallo Hadizatou Maiga, mariée et mère de 3 enfants, est une chef d'entreprise connue désormais bien au-delà de son Sikasso natal où elle a vu le jour en mai 1963. Secrétaire de formation, engagée dans la promotion de la femme, elle se passionne très vite pour la transformation agro-alimentaire. Elle entreprend alors sa conversion professionnelle en se formant aux techniques et technologies alimentaires, et crée en 2003 avec d'autres femmes l'association « ANIA » dont elle assure la présidence.

Parallèlement, elle développe ses compétences de futur manager (gestion, comptabilité, informatique, lobbying et plaidoyer, communication). En 2007, elle crée l'unité de séchage de fruits et légumes « Entreprise Diallo ». Soucieuse également de transmettre et de vulgariser son savoir-faire, elle fonde en 2008 le Centre de formation professionnelle agroalimentaire de Sikasso. Membre de plusieurs

faitières régionales, elle aimerait bien voir l'ARS et ses partenaires s'investir dans l'accès des entreprises au foncier et la création d'un fonds d'appui aux projets et entreprises portées par les femmes. Entre salons, foires et voyages d'échanges, Mme Diallo Hadizatou Maiga parcourt le Mali, l'Afrique et le Monde pour faire connaître et apprécier l'agro-alimentaire « made in Sikasso ».



*Plateforme de séchage de fruits*



*Fruits séchés et emballés*

Entreprise Diallo

Inscrite au registre de commerce le 2 avril 2007 sous le n°2007-A-1477, l'Entreprise Diallo est l'une des principales unités de transformation de produits agricoles de la région de Sikasso. Elle est une inspiration locale du label « 3P ». Sa création a ainsi bénéficié de l'appui financier de la Banque Régionale de Solidarité (BRS) et du Fonds Auto-renouvelable pour l'Emploi (FARE). En s'investissant dans la transformation valorisante des produits, Entreprise Diallo entend contribuer au développement de la filière fruits et légumes,

à la création de valeurs ajoutées et d'emplois, notamment. De 400kg/jour au démarrage, sa capacité de séchage est d'1 tonne/jour présentement. Elle emploie aujourd'hui 40 personnes. Et ses soutiens se diversifient : Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA), Agence pour la Promotion de l'Emploi (ANPE), Programme de Compétitivité et Diversification Agricole (PCD)...

## 2.2. Education et formation professionnelle

Outre l'élaboration du « Schéma directeur régional de la formation professionnelle et technique », l'Assemblée régionale a mis en place le « Cadre de concertation des acteurs intervenant dans le secteur de la formation professionnelle et de l'emploi ».

Ce cadre, composé du service technique de l'Etat, de la chambre du commerce, des artisans de Sikasso et du Conseil patronal, a aidé à l'implication des maires des communes de la région de Sikasso dans la prise de conscience générale de l'importance de la formation professionnelle.



### **Encadré 5 : Le Centre Communautaire de Formation Agro-pastorale de Zamblara**

*Le centre a pu voir le jour grâce à la mise à disposition à l'Assemblée régionale par le Ministère de l'Agriculture de cinq anciens Centres d'animation rurale. Cette mise à disposition est à elle seule, une réussite vu la grande précaution que l'Etat malien adopte quant à la dévolution de ses biens au profit de collectivités territoriales. Le centre a été réhabilité par l'Assemblée régionale grâce au financement de la DDC. L'idée sous-jacente à ce projet était de créer une nouvelle structure capable d'assurer une formation qualifiante à des jeunes de 13 à 17 ans exclus du système éducatif classique et provenant du milieu rural. Ce centre communautaire de formation s'intégrait également au soutien à la politique des filières agropastorales.*



## 2.3. Santé et développement social

Le travail entrepris sur ce thème depuis 2006 a abouti à l'élaboration de la « Politique régionale de Santé et développement social ». En attendant qu'elle soit appropriée notamment au niveau des cercles, on peut déjà citer, au chapitre des réussites, le travail et l'investissement qui ont été réalisés (équipements, assistance aux malades, parkings) pour améliorer la structure de l'hôpital régional. D'autres financements ont permis d'aider la Fédération régionale des handicapés de Sikasso, la Fédération régionale

des diabétiques de Sikasso et le Service social de la maison d'arrêt de Sikasso.

En écho à ces acquis dans le domaine de la santé, l'Assemblée Régionale de Sikasso est la première collectivité régionale à avoir obtenu de l'Etat d'assurer la présidence du Conseil d'administration d'un hôpital régional (l'hôpital régional de Sikasso). C'était en 2009.

### **Encadré 6 : Le Centre de santé de Sanoubougou II**

*Dans cinq villages et quartiers, 15 000 personnes ont pris par exemple l'initiative de créer un centre de santé; elles ont fondé une association et financé de leur poche 10 pour cent des frais. La ville de Sikasso a mis à disposition pour sa part le grand terrain très coûteux. L'Etat a équipé le centre et fourni le personnel. L'association a engagé de son côté du personnel supplémentaire pour assurer un bon fonctionnement.*



*Ce centre répond à des besoins avérés: la plupart des enfants issus des villages et des quartiers de Sikasso associés à cette initiative sont désormais vaccinés contre la tuberculose, la fièvre jaune, la rubéole, etc. Chaque jour, une trentaine de personnes viennent pour une consultation médicale et reçoivent des médicaments.*

*La statistique fait état d'environ 40 accouchements ambulatoires par mois. Quand une personne n'est pas en mesure de payer, à titre exceptionnel, l'association intervient et prend en charge les frais. Malgré l'effort impressionnant fourni par la population elle-même, le directeur du centre de santé ouvert en 2005 Sikasso constate en riant : « Sans le soutien de la Suisse, nous n'aurions pas de centre de santé. »*



Il est clair désormais que l'Assemblée régionale Sikasso a réussi à trouver une place en tant qu'acteur de la santé et

du développement social au niveau régional.

### **Encadré 7 : Des indicateurs socio-sanitaires qui s'améliorent**

**Les indicateurs socio-sanitaires ont connu une amélioration assez significative. Ainsi les taux de consultations curatives ont progressé entre de 2003 et 2010 de 0,26 à 0,38 (le taux régional de CC devrait être de 0,50 NC/hbt/an). De même pour les accouchements assistés, passés de 53% en 2003 à 63% en 2010 (le taux régional devrait être de 80%). Les couvertures des enfants par le BCG et le vaccin Polio3, respectivement de 82% et 91% en 2003, ont atteint 100% en 2010. Enfin, le taux d'acceptation des nouvelles femmes en planification familiale a progressé de 3,56 en 2003 à (3,69) en 2010**

Sur le chemin du développement local, les choses, sans être simples, se construisent progressivement. L'Etat a déjà transféré en 2002 aux collectivités ses compétences en ma-

tière d'éducation, de santé et d'hydraulique ; en revanche, le transfert des finances commence seulement à se mettre en place.



*Piste N'Tjikouna-N'Golonina, commune de Finkolo-Ganadougou, cercle de Sikasso. Financement DDC. Juillet 2010*



### Documents de la DDC

- Stratégie de Coopération au Mali 2007-2011, 2006
- Mali, Programme annuel, 2003 / 2004 / 2005 / 2006 / 2007 / 2008 / 2009
- Interventions de la Direction du Développement et de la Coopération dans le cadre de la décentralisation: Pertinence, Efficacité, Durabilité et avantages comparatifs, Rapport National de l'évaluation Mali, Nordic Consulting Group, janvier 2007
- Rapport de l'inventaire des infrastructures réalisées dans le cadre de l'appui suisse dans la région de Sikasso, avril 2009
- Mali : une aide budgétaire au service d'un progrès qui avance pas à pas, Richard Gerster,
- Capitalisation d'expériences de l'appui de la DDC à l'Assemblée régionale de Sikasso, KEK-CDC, décembre 2010

### Documents de l'Etat du Mali

- Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation, Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, octobre 2006
- Mise en œuvre de la décentralisation: textes réglementaires, Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, 2ème édition, 2009
- Programme National d'Appui aux Collectivités Territoriales, phase III, 2010-2014, Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, décembre 2009

### Documents de l'Assemblée régionale de Sikasso

- Politique de promotion des filières agro sylvo pastorales de la région de Sikasso, Assemblée régionale de Sikasso, mai 2004
- Stratégie de développement rural, Assemblée régionale de Sikasso, 2006
- Schéma directeur régional de la formation professionnelle et technique, Assemblée régionale de Sikasso, 2010
- Plan opérationnel 2006 / 2007 / 2008 / 2009
- Plan triennal 2010-2011-2012
- La politique de promotion du développement rural de la région de Sikasso, Assemblée régionale de Sikasso, 2007
- 30 ans de coopération, Rencontres partenariales Mali-Suisse, Communication de l'Assemblée Régionale de Sikasso, novembre 2007
- Capitalisation des acquis de la décentralisation dans la région de Sikasso: cas de l'Assemblée Régionale de Sikasso, Assemblée régionale de Sikasso, février 2010



*Plaine aménagée de Loulouni, commune de Loulouni, cercle Kadiolo. Financement BSI/ANICT. Février 2012*



*Paysan, parcelle rizicole, plaine de Loulouni, commune de Loulouni, cercle de Kadiolo. Novembre 2010*



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

**Direction du développement  
et de la coopération DDC**



Pour d'amples informations, veuillez contacter :  
Bureau de la coopération suisse au mali  
Route de Koulikoro, Hippodrome  
BP. 2386 Bamako - République du Mali  
Tél. : (223) 20 21 32 05  
Fax : (223) 20 21 81 79  
Site web : [www.cooperationsuisse.admin.ch/mali](http://www.cooperationsuisse.admin.ch/mali)